



## Le pari iranien des entreprises françaises

L'Iran attire et inquiète. La perspective d'une levée des sanctions d'ici à l'été aiguise les appétits. Du 20 au 23 septembre, Medef international y a conduit la plus grosse délégation d'hommes d'affaires français depuis la signature, le 14 juillet, de l'accord de Vienne sur le programme nucléaire iranien. Lire aussi : Accord historique sur le nucléaire iranien

Des Constructions métalliques florentaises, une PME fabriquant des serres, aux poids lourds de l'industrie ou du BTP comme Air liquide, Total ou Vinci, toutes les tailles d'entreprise et presque tous les secteurs ont fait le déplacement. De leur escapade, ces 132 chefs d'entreprise ou cadres dirigeants sont revenus enthousiastes et prudents. Car l'Iran n'est ni un mirage ni un eldorado. Son potentiel est évident : « Un marché gigantesque, une population nombreuse et très éduquée, des ingénieurs parmi les meilleurs du monde », s'enthousiasme Philippe Delleur, président d'Alstom International. Les risques associés au pays le sont tout autant. Le scénario de levée des sanctions n'est pas définitivement arrêté. Les Européens pensent que le clan réformateur, représenté par le président Hassan Rohani, sortira renforcé d'une normalisation économique pourtant semée d'embûches. Mais c'est un pari, pas une certitude. La « conquête », ou la « reconquête », de ce marché, où les parts de la France sont tombées de 7 % à 1 %, s'annonce rude. « La compétition sera mondiale et la concurrence féroce », glisse un responsable politique.

L'Iran émerge d'une récession terrible, qui résulte à la fois du durcissement des sanctions et des politiques conduites par les autorités, en particulier par l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad entre 2005 et 2013. L'inflation, montée jusqu'à 40 % en 2013, a fait des ravages. « Les Iraniens ont énormément souffert des sanctions », témoigne la Franco-Iranienne Zahra Azmoudeh-Giacomini, qui a créé à Paris CosmopoliStan, la première agence de communication spécialisée sur l'Iran. « Dans certaines familles de la classe moyenne, dit-elle, les femmes ont jusqu'à trois jobs pour faire bouillir la marmite. Et je connais des ingénieurs qui font taxi la nuit pour les mêmes raisons. »

Casse-tête financier et juridique Trente-cinq ans de République islamique, avec son cortège de violations des droits des hommes et des femmes, et la crise économique ont créé dans le pays un désir d'ouverture, une soif de projets. Les autorités politico-religieuses en sont conscientes. Et elles savent que l'Iran, appauvri, ne peut reconstruire seul son économie. Lire aussi : Un air d'espoir au sein de la jeunesse de Téhéran

Pragmatiques, elles font bon accueil aux entreprises qui se pressent à Téhéran. « Nous avons des projets. Venez- investir chez nous », ont répété en boucle à la délégation de Medef international, Akbar Torkan, conseiller en chef du président Rohani, mais aussi Sowlat Mortazavi, maire de Machhad, deuxième ville du pays et haut lieu du chiisme, et Mahdi Azizian, vice-président de la fondation Astan-e-Qods. Ce fonds caritatif, placé sous l'autorité d'Ali Khomeini, Guide suprême et plus haute autorité iranienne, est un énorme conglomerat qui pèse entre 10 % à 40 % du produit intérieur brut (PIB), selon les sources. Avant d'investir et de nouer des partenariats locaux, les entreprises françaises ont besoin d'être rassurées. La diplomatie économique mise en place par le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, y contribue. Le service économique de l'ambassade de France a été renforcé, et les bureaux d'Ubifrance, l'agence tricolore pour le développement international des entreprises hexagonales, viennent d'ouvrir à Téhéran. Le calendrier comporte par ailleurs plusieurs étapes-clés. La première est la remise, en décembre, du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui doit dire si Téhéran respecte le volet nucléaire de l'accord de Vienne. Et le nouveau Parlement – le Majlis –, qui sortira des urnes en février, doit encore ratifier le texte. Aux Etats-Unis, le président Barack Obama s'est assuré la possibilité de passer en force au Congrès, ce dernier n'étant pas très chaud pour la reprise des relations avec l'Iran.

Projets pharaoniques Côté économique, l'accord du 14 juillet ne règle qu'une partie des problèmes. Certaines sanctions américaines – dites « secondaires » – devraient en effet persister. Il faudra donc des régimes d'autorisation et s'assurer, sur le plan juridique, du caractère légitime des transactions avec l'Iran pour ne pas encourir la foudre des Etats-Unis. Du fait de l'extraterritorialité des lois américaines, la question des circuits financiers est un casse-tête. L'amende de 9 milliards de dollars (8 milliards d'euros) infligée en 2014 à BNP Paribas par la justice des Etats-Unis pour avoir violé l'embargo n'incite pas les banques françaises à revenir en Iran. Toutes demandent à leurs clients professionnels de ne pas y avoir d'activité. Les nombreuses entreprises françaises, non concernées par l'embargo, qui travaillent avec l'Iran s'arrangent donc avec d'autres établissements financiers à Dubaï, en Turquie ou en Suisse. Mais ce bricolage n'est pas durable. Les Français sont d'autant plus agacés que leurs concurrents d'outre-Rhin n'ont pas ces difficultés, les Caisses d'épargne allemandes

---

n'étant pas exposées au risque américain. Yves-Thibault de Silguy, vice-président de Medef international, relativisait toutefois, dimanche, à Téhéran, la portée de l'avantage allemand : « Nous sommes tous contraints par le même calendrier. » Quand l'obstacle de l'extraterritorialité, objet de délicates discussions franco-américaines, aura été levé, les difficultés commenceront. Car, même si l'Iran récupère une partie de ses avoirs gelés, le pays peinera à financer la remise à niveau de ses installations pétrolières vieillissantes, de son industrie et de ses infrastructures. Et le bas prix du pétrole n'arrange rien. Or les projets pharaoniques abondent, comme cette idée de faire venir jusqu'à Machhad de l'eau de la mer d'Oman – située à 1 600 kilomètres – pour la dessaliniser. Coût de l'opération : 4 milliards de dollars. Le maire de cette cité située dans le nord-est du pays, et où se rendent chaque année plus de 20 millions de pèlerins, a identifié 1 600 projets. Ils vont de nouvelles lignes de métro au développement de salles de sport en passant par l'élargissement de pistes cyclables ou la création d'hôtels. La liste des opérations à financer est à géométrie variable, et l'Iran devra se fixer des priorités. Pour l'heure, malgré l'existence de zones franches et les propositions d'allègement fiscaux, les investisseurs français ne se bousculent pas dans un pays où les circuits économiques et politiques sont opaques. Les mésaventures de Peugeot, dont les pièces détachées sont désormais fabriquées en Asie, ou celles de Decathlon qui, pour ses débuts en Iran, a commencé par fermer un faux magasin, incitent aussi à la prudence. Sur ce marché, les Français savent qu'ils ne pourront pas faire la différence sans apporter des solutions de financement. Le gouvernement et la direction générale du Trésor y travaillent activement avec les banques françaises et l'assureur-crédit Coface. Responsables politiques et économiques ont un objectif commun: être dans les starting-blocks début 2016.